



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-53**

Séance du 01 octobre 2019 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-neuf, le premier octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du conseil municipal, sous la présidence de M. Roger Caizergues,

Présents : MM Caizergues, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Chibani, Fraisse, Pervent.

Absents ayant donné procuration : M. Billette procuration à M. Perez, M. Carbonneill procuration à M. Palau, M. Hervet procuration à M. Petit, Mme Castillo procuration à Mme Bertin, Mme Maury procuration à Mme Albigès, Mme Olivier procuration à M. Caizergues, Mme Vilaplana procuration à M. Joly

Absents excusés : Mme Vella

Secrétaire de séance : Mme Marianne Bertin

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 14

Procurations : 7

Absents : 1

Votants : 21

Date de convocation et affichage

25 septembre 2019

Objet : Règlement local de la publicité intercommunal

M. le maire expose :

Par délibération en date du 27 septembre 2017, en application des articles L581 -14 et suivants du Code de l'Environnement, le conseil métropolitain a prescrit l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les objectifs de ce règlement étaient de:

- simplifier les zonages des règlements locaux existants, en recherchant une harmonisation des règles tenant compte des typologies des espaces du territoire métropolitain tout en s'émancipant des limites communales et ce sur l'ensemble des six secteurs identifiés dans le SCoT pour retrouver, chaque fois que cela sera possible, des solutions communes en matière de réglementation,
- identifier sur le territoire métropolitain les espaces nécessitant, au regard des enjeux de préservation et de mise en valeur des paysages de l'ensemble des communes, bourgs et villages localisés entre littoral, plaine et garrigues, la mise en place de dispositions réglementaires plus contraignantes que les règles nationales, permettant de mieux tenir compte des particularités patrimoniales, paysagères ou des risques de surdensité publicitaire propres à certains secteurs tels que les grands axes de circulation, les entrées de villes ou les zones d'activités économiques situées sur la première couronne de la métropole,
- d'envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la «réintroduction» de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence, en intégrant là où cela sera opportun les différentes solutions aujourd'hui possibles à l'image du dynamisme de la métropole
- de permettre un contrôle de l'implantation des enseignes, en les soumettant à une procédure d'autorisation préalable résultant de l'existence d'un règlement local, permettant ainsi une instruction sur la base d'une règle commune de dossiers présentés sur des territoires voisins.

Dans cette optique, et sur la base d'un diagnostic, des orientations ont été proposées à l'issue d'un travail de co-construction. Un débat a été organisé dans les communes et en Conseil de métropole le 18 avril 2018. Ces orientations étaient les suivantes :

Les orientations générales.

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle de la métropole.
- Prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires et anticiper la caducité des RLP en vigueur (Castelnau-le-Lez, Juvignac, Lattes, Montpellier et Saint-Jean-de-Védas).
- Protéger le cadre de vie, limiter la pollution visuelle et les atteintes à l'environnement, concilier lisibilité des acteurs économiques et protection des paysages.
- Envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence.

Les orientations propres à la publicité

- Valoriser le cadre de vie sur l'ensemble du territoire.
- Valoriser les axes d'entrée vers la première couronne métropolitaine, pôles d'échange
- Encadrer l'affichage publicitaire dans les secteurs remarquables et les centres-villes
- Limiter la pollution lumineuse

Les orientations propres aux enseignes

- Réduire l'impact de certaines enseignes, améliorer la visibilité des activités
- Valoriser la qualité des centres historiques, améliorer la lisibilité du patrimoine bâti
- Limiter la pollution lumineuse

Sur cette base et s'appuyant sur la concertation qui a accompagné la procédure (réunions publiques, rencontres avec les personnes publiques associées et avec les associations agréées notamment), un projet de Règlement local de publicité intercommunal a été arrêté en Conseil métropolitain le 23 juillet 2019.

Ce projet instaure des dispositions générales et d'autres spécifiques à chaque zone.

Il encadre la publicité d'une part et les enseignes d'autre part et prévoit la création de quatre zones de publicités divisées si nécessaire en sous-catégories pour tenir compte des spécificités et des enjeux de chaque territoire:

ZP1 Centres villes, noyaux villageois

ZP2 Zones résidentielles et tissus urbains mixtes

ZP3 Voies urbaines et péri-urbaines particulières

ZP4 Zones économiques

M. le maire rappelle par ailleurs les prochaines étapes de la procédure, qui seront les suivantes:

Enquête publique et approbation

Le projet de RLPi arrêté sera soumis à enquête publique en cette fin d'année 2019. A l'issue de cette enquête, sur la base de l'avis du Commissaire enquêteur, après d'éventuels ajustements issus d'avis exprimés pendant l'enquête et ne remettant pas en cause l'économie générale du projet, le règlement sera soumis à approbation en Conseil de la Métropole, à la suite de quoi, il sera tenu à la disposition du public.

Application du RLPi

Lorsque le RLPi approuvé sera entré en vigueur après l'accomplissement des formalités de publicité requises, il se substituera aux 5 règlements locaux de publicité existants sur la métropole.

Les pouvoirs de Police exercés par le Préfet dans les communes jusqu'alors non dotées de règlement local, seront transférés aux Maires à qui il appartiendra de faire respecter l'ensemble des règles qu'elles soient nationales ou locales.

Les dispositifs publicitaires régulièrement installés antérieurement et qui ne respectent plus ses prescriptions disposeront d'un délai de 2 ans pour être mises en conformité. De même,

les enseignes devenues non conformes, disposeront quant à elles d'un délai de mise en conformité de 6 ans.

Pour accompagner les services instructeurs des différentes collectivités ainsi que les pétitionnaires, la métropole proposera à l'issue de cette procédure un guide faisant la synthèse des principales dispositions nationales et locales.

Le projet de RLPI ainsi arrêté est transmis aux maires des communes membres de la Métropole, les conseils municipaux disposant en application des dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme et sans préjudice d'éventuelles observations au cours de l'enquête publique, de la possibilité de délibérer dans les trois mois suivant la délibération n°M2019-394 du 23 juillet 2019, pour exprimer leur éventuelle opposition à des dispositions réglementaires qui les concernent, une telle opposition imposant alors un nouvel arrêt en Conseil de Métropole à la majorité des deux tiers.

Au vu de l'ensemble de ces informations, le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur le projet de RLPI tel qu'arrêté par le conseil de Métropole du 23 juillet 2019.

Le conseil municipal, entendu M. le maire dans ses explications complémentaires et après en avoir débattu,

DECIDE à l'unanimité, que le projet de RLPI arrêté lors du conseil métropolitain du 23/07/2019 n'appelle aucune opposition de sa part

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 1^{er} octobre 2019
Roger CAIZERGUES
Maire



ANNEXE – TABLEAU DES DISPOSITIONS GENERALES DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

En matière de publicité, les dispositions applicables à l'ensemble des zones (en sus de la réglementation nationale) sont les suivantes:

- Interdiction de la publicité sur toiture
- Interdiction la publicité sur gardes corps
- Interdiction de la publicité sur mur de clôture qu'il soit aveugle ou non.
- Distance minimale de 10 entre un dispositif et toute baie d'habitation
- Extinction des dispositifs plus contraignante que la règle nationale

Les principales règles encadrant la publicité et les préenseignes sont les suivantes :

		Publicité supportée par le mobilier urbain (R. 581-47 CE)	Publicité au sol	Publicité sur mur	Publicité numérique
ZP1 - Centres villes, noyaux villageois					
ZP1a	Centres historiques et noyaux villageois	2 m² max Interdistance de 100 m	Interdite	Interdite	Interdite
ZP1b	Centre-ville de Montpellier et ses faubourgs				2 m² max Autorisée sur mobilier urbain
ZP2 - Zones résidentielles et tissus urbains mixtes					
ZP2a	Agglomérations « rurales »	2 m² max	Interdite (=RNP hors UU de Montpellier)	Interdite	Interdite (=RNP hors UU de Montpellier)
ZP2b	Agglomérations urbaines et péri-urbaines			2,5 m² max 1 dispositif par unité foncière	2 m² max Autorisée sur mobilier urbain dans les agglomérations de +10 000 habitants.
ZP2c	Ville centre (Montpellier)	8 m² max	9,6 m² max Autorisée sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur <u>supérieure à 50 mètres linéaire</u> . 1 dispositif par unité foncière / 2 dispositifs sur unités foncières > 100 mètres.	9,6 m² max 1 dispositif par unité foncière (non cumulable avec scellé au sol sur UF >50m)	2,5 m² max
ZP3 - Voies urbaines et péri-urbaines particulières					
ZP3	Voies urbaines et périurbaines particulières	8 m² max	2,5 m² max Autorisée sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur <u>supérieure à 50 mètres linéaire</u> . 1 dispositif par unité foncière / 2 dispositifs sur	9,6 m² max 1 dispositif par unité foncière (non cumulable avec scellé au sol sur UF >50m)	2,5 m² max

			unités foncières > 100 mètres.		
ZP4 - Zones économiques (en agglomérations)					
ZP4a	Zones économiques HORS unité urbaine de Montpellier <u>et dans les communes « rurales »</u> de l'unité urbaine.		Interdite	4 m² max 1 dispositif par unité foncière.	Interdite
ZP4b	Zones économiques d'intérêt local en agglomérations urbaines et périurbaines de l'unité urbaine de Montpellier.	2 m² max	4 m² max Autorisée sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur <u>supérieure à 30 mètres linéaire</u> . Dans une bande de 10 mètres de profondeur à partir de la limite de la voie : publicité interdite.	4 m² max Dans une bande de 10 mètres de profondeur à partir de la limite de la voie : 1 dispositif par unité foncière	2 m² max Uniquement sur mobilier urbain en agglomération de +10000 habitants
ZP4c	Zones économiques d'intérêt métropolitain + Principales zones commerciales de l'unité urbaine de Montpellier	8 m² max	9,6 m² max Autorisée sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur <u>supérieure à 30 mètres linéaire</u> . Dans une bande de 10 mètres de profondeur à partir de la limite de la voie : 1 dispositif par unité foncière	9,6 m² max Dans une bande de 10 mètres de profondeur à partir de la limite de la voie : 1 dispositif par unité foncière (<i>non cumulable avec scellé au sol sur UF >30m</i>)	8 m² max

En matière d'enseignes, les dispositions applicables à l'ensemble des zones (en sus de la réglementation nationale) sont les suivantes :

- Interdiction des enseignes sur clôture non aveugle,
- Interdiction des enseignes sur les arbres.
- Interdiction des enseignes sur les volets,
- Interdiction des enseignes sur des éléments d'architecture de façade s'agissant notamment des garde-corps, encadrements de baies, des corbeaux en pierre soutenant les étages, des décors en reliefs et tout autre motif décoratif. Il s'agit ici de laisser visibles ces éléments de patrimoine.
- Interdiction des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol si elles sont apposées sur support souple.
- Obligation d'assurer leur intégration paysagère, notamment en respectant son environnement, en s'harmonisant avec les lignes de composition de la façade où elles sont apposées et en choisissant des couleurs et des matériaux adaptés à chaque contexte.
- Extinction des dispositifs plus contraignante que la règle nationale.

Les principales règles encadrant les enseignes sont les suivantes :

		Enseigne sur toiture	Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur	Enseigne apposée perpendiculairement à un mur	Enseigne au sol	Enseigne numérique
ZP1 - Centres villes, noyaux villageois						
ZP1a	Centres historiques et noyaux villageois	Interdite	Saillie : maximum 0,10m max Sur clôture : maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 1 m² maximum en ZP1a	Maximum 1 enseigne façade par activité. Ne doit pas dépasser le niveau inférieur des appuis de fenêtre du 1 ^{er} niveau. Saillie : maximum 0,80m max	Apposée au sol : maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 1 m² maximum <u>Scellée au sol</u> : autorisée uniquement si le bâtiment est en recul de plus de 4m de la voie publique. Maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 2 m² maximum	Interdite
ZP1b	Centre-ville de Montpellier et ses faubourgs					

ZP2 - Zones résidentielles et tissus urbains mixtes**ZP3 - Voies urbaines et péri-urbaines particulières**

ZP2a	Agglomérations « rurales »	Interdite	Saillie : maximum 0,10m max	Maximum 1 enseigne façade par activité. Ne doit pas dépasser le niveau inférieur des appuis de fenêtre du 1 ^{er} niveau. Saillie : maximum 0,80m max	Autorisée uniquement si le bâtiment est en recul de plus de 4m de la voie publique. Maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. ZP2a et b : 2 m² maximum, 4 m² pour dispositif mutualisé. ZP2c et ZP3 : RNP dans agglomérations de -10 00 habitants, 8 m² dans agglomérations de +10 00 habitants	Interdite
ZP2b	Agglomérations urbaines et péri-urbaines		Si la vocation principale du bâtiment est une habitation individuelle : maximum 1 enseigne le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 1 m² maximum			
ZP2c	Ville centre (Montpellier)					
ZP3	Voies urbaines et périurbaines particulières		Sur clôture : maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 1 m² maximum			

ZP4 - Zones économiques (en agglomérations)

ZP4a	Zones économiques <u>HORS</u> unité urbaine de Montpellier <u>et dans les communes « rurales »</u> de l'unité urbaine.					
ZP4b	Zones économiques d'intérêt local en agglomérations urbaines et périurbaines de l'unité urbaine de Montpellier.	Maximum 1 enseigne par activité par unité foncière Hauteur max : 1/5 de la hauteur de la façade, dans la limite de 3m.	Sur clôture : maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. ZP4a et b : 2 m² maximum ZP4c : 4 m² maximum	<i>Non réglementée.</i>	Maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. Dispositifs mutualisés lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière. ZP4a et b : 4 m² maximum ZP4c : RNP	Interdite
ZP4c	Zones économiques d'intérêt <u>métropolitain</u> + Principales zones commerciales de l'unité urbaine de Montpellier		Si la clôture est de hauteur $\leq 1,5m$, l'enseigne est soit fixée sur la façade du bâtiment, soit sur la clôture.			Autorisée hormis sur toiture. Au sol : RNP dans agglomération - 10 000 habitants, 8 m² dans agglomérations de +10 000 habitants.

Hors agglomération

	Hors agglomération	Maximum 1 enseigne par activité par unité foncière Hauteur max : 1/5 de la hauteur de la façade, dans la limite de 3m.	Sur clôture : maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. 2 m² maximum Si la clôture est de hauteur $\leq 1,5m$, l'enseigne est soit fixée sur la façade du bâtiment, soit sur la clôture.	<i>Non réglementée</i>	Maximum 1 enseigne par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique. Dispositifs mutualisés lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière. 4 m² maximum	Interdite
--	--------------------	---	--	------------------------	--	-----------